


THINK TANK · EXPERTISE TRANSVERSALE

11 octobre 2026

# Kidal : au-delà d'une victoire militaire, le Sahel combat pour la sécurité mondiale

**Harouna Niang**
Économiste, ancien ministre malien

La reprise de Kidal dépasse le Mali : le Sahel concentre plus de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde. Harouna Niang plaide pour une reconnaissance internationale de ce combat.

## Une victoire dont la portée dépasse le Mali

La reprise de Kidal par les Forces armées maliennes (FAMa) en octobre 2026, après le retrait des groupes armés de la ville, constitue une étape importante dans le combat du Mali pour restaurer sa souveraineté, son intégrité territoriale et sa sécurité nationale.

Le courage, la détermination et les sacrifices des soldats maliens méritent d'être reconnus.

Cependant, interpréter cet événement comme une seule réussite militaire nationale ferait perdre de vue une réalité bien plus large.

Le combat que mènent le Mali et les autres pays du Sahel contre le terrorisme transnational constitue également une contribution à la paix internationale et à la sécurité mondiale.

Cette contribution mérite une reconnaissance internationale plus forte.

Pour comprendre la portée de ce qui se joue au Sahel, il suffit de poser une question fondamentale : que se passerait-il si les pays du Sahel perdaient leur combat contre le terrorisme ?

## Que se passerait-il si le Sahel perdait la guerre contre le terrorisme ?

Les conséquences pourraient s'étendre bien au-delà des frontières du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Les organisations terroristes pourraient accéder à des territoires plus vastes, à des ressources supplémentaires et à de nouvelles possibilités de recrutement, d'entraînement et de préparation d'attaques.

Leurs réseaux pourraient se développer dans les pays voisins, notamment en Afrique de l'Ouest côtière, où plusieurs États font déjà face aux menaces de groupes extrémistes violents.

Les activités criminelles transfrontalières, notamment les trafics, l'extorsion et les enlèvements, pourraient s'intensifier et offrir de nouvelles sources de financement aux organisations terroristes.

Des millions de personnes pourraient subir de nouveaux déplacements, des difficultés économiques et une insécurité croissante.

Surtout, l'extension des territoires échappant au contrôle effectif des États pourrait permettre à des réseaux terroristes internationaux d'établir des bases opérationnelles et de renforcer leurs connexions entre les régions.

Une telle évolution ne se traduirait pas automatiquement par des attaques sur d'autres continents, mais elle pourrait accroître les risques pour la sécurité internationale.

La question n'est donc pas seulement de savoir ce que la communauté internationale peut faire pour le Sahel. Elle est aussi de reconnaître ce que le Sahel fait déjà pour la sécurité internationale.

## Le terrorisme ne connaît pas de frontières

Le terrorisme n'est ni un problème exclusivement africain ni une menace limitée à certains pays ou à certaines cultures.

Ses conséquences ont été ressenties en Afrique, en Europe, en Asie, au Moyen-Orient et dans les Amériques.

Les réseaux terroristes transnationaux exploitent la faiblesse des institutions, la porosité des frontières, les vulnérabilités économiques, les frustrations locales et les technologies modernes de communication pour étendre leur influence.

Le Sahel est devenu l'un des principaux foyers mondiaux de violence terroriste.

Selon le Global Terrorism Index 2025, le Sahel concentrait **plus de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde**.

Cette concentration de la violence illustre la charge disproportionnée supportée par des pays disposant de ressources économiques limitées et confrontés à d'immenses besoins de développement.

Lorsque les États sahéliens affrontent des organisations liées à des réseaux terroristes internationaux, leurs efforts peuvent également contribuer à contenir des menaces susceptibles de toucher d'autres pays.

En ce sens, la stabilité du Sahel doit être considérée comme un **bien public régional et mondial**.

## Le coût humain et économique considérable du combat

La lutte contre le terrorisme impose des sacrifices extraordinaires aux sociétés sahéliennes.

Des soldats et des civils perdent la vie. Des familles sont déplacées. Des écoles et des établissements de santé ferment. La production agricole et les activités commerciales sont perturbées.

Des ressources publiques qui pourraient financer l'éducation, la santé, les infrastructures, l'électricité, l'approvisionnement en eau et le développement économique doivent être consacrées de manière croissante à la sécurité.

Pour des pays déjà confrontés à de graves défis de développement, ce choix crée un dilemme particulièrement difficile.

La charge financière des opérations militaires ne représente qu'une partie du coût. Les investissements perdus, les échanges perturbés, la baisse de la productivité et la réduction des possibilités d'emploi peuvent avoir des conséquences tout aussi durables.

Ces coûts méritent davantage d'attention dans les discussions internationales sur la paix, la sécurité et le développement.

Les pays du Sahel ne se contentent pas de demander de l'aide. Ils supportent une part substantielle du coût de la lutte contre une menace transnationale.

Une réponse internationale plus équitable devrait reconnaître cette réalité.

## Les désaccords géopolitiques ne doivent pas compromettre les intérêts communs de sécurité

Les relations entre plusieurs pays sahéliens et certains de leurs partenaires internationaux traditionnels ont connu de profondes transformations.

Les divergences politiques, les tensions diplomatiques et les intérêts stratégiques concurrents ont compliqué la coopération.

Ces différences ne doivent pourtant pas masquer une réalité fondamentale : empêcher l'expansion du terrorisme demeure un intérêt international commun.

Les pays peuvent avoir des désaccords sur leurs systèmes politiques, leurs alliances diplomatiques et leurs partenariats de sécurité, tout en reconnaissant l'importance de combattre les organisations qui ciblent délibérément les civils et cherchent à imposer leurs objectifs par la violence.

Le respect de la souveraineté nationale doit rester compatible avec la coopération internationale, la protection des civils et le respect du droit international humanitaire.

Reconnaître la contribution des pays du Sahel à la sécurité collective ne signifie pas approuver chacune des décisions politiques de leurs dirigeants.

Cela implique de reconnaître les conséquences internationales de leurs défis sécuritaires.

La lutte contre le terrorisme transnational devrait offrir un espace de coopération, même entre des pays qui divergent sur d'autres questions politiques et diplomatiques.

## Les succès militaires doivent déboucher sur une paix durable

La reprise de Kidal constitue un événement militaire important, mais une réussite durable ne peut se mesurer uniquement au contrôle du territoire.

La consolidation de la sécurité doit s'accompagner du retour effectif de l'administration publique, de la justice, de l'éducation, des services de santé et des possibilités économiques.

La protection des populations civiles doit demeurer au cœur des opérations de sécurité.

Il est tout aussi essentiel de distinguer les organisations terroristes des communautés au sein desquelles elles peuvent chercher refuge ou recruter des membres.

Aucune communauté ethnique ou locale ne doit être collectivement associée au terrorisme.

La stabilité à long terme exige le dialogue, la réconciliation, un développement inclusif, des institutions légitimes et des perspectives crédibles pour les jeunes.

Les opérations militaires peuvent affaiblir les organisations armées, mais prévenir leur résurgence nécessite de traiter les conditions qui facilitent le recrutement et affaiblissent la confiance de la population dans l'État.

La sécurité et le développement doivent donc être poursuivis comme des objectifs complémentaires.

## Pour une reconnaissance internationale plus juste de la contribution du Sahel

La communauté internationale devrait reconsidérer la place du Sahel dans l'architecture mondiale de sécurité.

Au lieu de percevoir principalement la région comme une source d'instabilité, elle devrait également reconnaître les efforts des pays sahéliens pour empêcher une expansion plus large de la violence terroriste.

Cette reconnaissance appelle des engagements concrets :

- Une plus grande reconnaissance diplomatique des efforts de sécurité et des sacrifices consentis par les pays du Sahel.
- Une coopération régionale et internationale renforcée contre le financement du terrorisme, les trafics et les réseaux criminels transnationaux.
- Des partenariats de sécurité fondés sur le respect mutuel, la souveraineté nationale et le droit international.
- Un financement accru du développement des communautés affectées par les conflits.
- Des investissements dans les infrastructures, l'éducation, l'emploi et la transformation économique.
- Un soutien au rétablissement des services publics, à la protection des civils et au retour des populations déplacées dans des conditions de sécurité.

Cette coopération devrait reposer sur des responsabilités partagées, la transparence et des résultats mesurables.

Il ne s'agit pas d'apporter un soutien inconditionnel à l'action militaire.

Il s'agit de reconnaître que le coût de la lutte contre une menace transnationale ne doit pas peser de manière disproportionnée sur les pays situés à son épicentre.

## Conclusion : le Sahel ne doit pas être laissé seul

Les événements de Kidal offrent l'occasion de réfléchir à la portée plus large du combat mené dans l'ensemble du Sahel.

La guerre contre le terrorisme est loin d'être terminée. Les organisations armées conservent la capacité de s'adapter, de se regrouper et de poursuivre leurs activités.

L'importance des efforts entrepris par les pays du Sahel ne doit toutefois pas être sous-estimée.

Lorsque le Mali, le Burkina Faso, le Niger et les autres pays affectés affrontent les organisations terroristes, ils défendent d'abord leurs citoyens, leur intégrité territoriale et leur souveraineté.

Mais leur combat contribue également à contenir une menace dont les conséquences peuvent s'étendre bien au-delà de l'Afrique.

La communauté internationale commettrait une grave erreur en ne reconnaissant l'importance stratégique du Sahel qu'après une nouvelle extension de l'insécurité.

> *La sécurité du Sahel n’est pas seulement une responsabilité africaine. Elle fait partie de notre sécurité collective mondiale.*

La solidarité internationale devrait donc refléter à la fois les sacrifices consentis par les pays sahéliens et les bénéfices qu’une paix et une stabilité durables dans la région apporteraient au monde.

Le combat du Sahel contre le terrorisme mérite d’être reconnu comme une lutte pour la survie nationale et comme une contribution essentielle à la paix et à la sécurité internationales.

## Sources de référence


1. Institute for Economics & Peace, Global Terrorism Index 2025.



**Alliance des Cadres et Experts Maliens — Think Tank**
acem-mali.org · contact-info@acem-mali.org